

D'étranges étrangers pour une école étrange

Soutien scolaire, médiation, bénévolat, miroirs de la société

Elodie RAZY *

"Toute réflexion sur l'intervention associative soulève des questions sociales de fond. Celles-ci sont relatives au fonctionnement de l'institution scolaire, à la perception et à l'assignation identitaire qui touchent plus particulièrement certains enfants et leurs parents, aux choix des parents et à l'engagement des bénévoles. "

Les activités de soutien scolaire tout comme celles de médiation s'inscrivent dans un champ varié très investi par les associations. L'étude de cas qui servira de point de départ à ma réflexion concerne le travail d'une association implantée dans un quartier parisien depuis la fin des années 60. Dans cet article, je me demanderai si l'appui à la scolarité et la médiation entre la famille et l'école mis en œuvre présentent des particularités. Si des particularités émergent, il conviendra alors de s'interroger sur le rôle que joue ou non le statut revendiqué, assigné ou subi d' « enfant d'étrangers », de « parents étrangers » dans le processus.

Pour apporter des éléments de réponse à cette question, on débutera par une description de l'association et une analyse de son évolution, de sa situation actuelle, de ses activités et de son fonctionnement. Dans un deuxième temps, on s'intéressera plus particulièrement à la manière dont sont menées les actions, et aux difficultés rencontrées. Enfin, on s'interrogera sur les projets d'amélioration et la réflexion en cours pour pointer ce que l'association « dit » de la société, ce qui s'y donne à voir

**Anthropologue,
Laboratoire d'Anthropologie Urbaine*

Une « vieille association » dans un quartier contrasté

Le siège de l'association se trouve dans un quartier où se côtoient des populations très diverses. Foyer d'hommes seuls (Afrique du Nord, Afrique Noire), squats, HLM jouxtent des immeubles de standing et des rues dont les immeubles réhabilités proposent des logements à des prix élevés. La mixité sociale qui résulte de cet habitat « diversifié » n'est pas sans poser problème à certains parents qui s'en inquiètent et s'en plaignent aux enseignants des trois écoles publiques du quartier, arguant du fait que « leurs enfants prennent du retard à cause des enfants africains ». La réalité des faits démentit les jugements énoncés, mais les plaintes sont bien réelles. Autre point d'achoppement : divers trafics ont lieu dans le quartier mobilisant certains enfants, parmi ceux-là mêmes qui sont pointés du doigt à l'école, et qui « font les commissions pour les grands » en contrepartie de quelque menue récompense. Malgré les multiples alertes de la part des associations de quartier effectuées auprès des institutions, cette forme d'enrôlement précoce, reposant à la fois sur des menaces et sur la séduction, n'a à ce jour pas cessé. Enfin, s'ajoute à cette fresque une population adolescente en rupture qui, en dehors de tout cadre (parental ou institutionnel), pratique entre autres le vol dans des magasins et l'intimidation auprès d'autres jeunes.

L'association a développé ses interventions dans le champ du soutien scolaire - répondant à une demande réelle - et de la médiation après avoir longtemps eu pour seul public des « stagiaires en alphabétisation » qui résidaient dans un foyer. Si de telles activités ne s'improvisent pas sur le plan des pratiques, elles sont, dans le cas

qui m'intéresse, le fruit d'un long travail de terrain ancré dans un lieu, le quartier. Née en 1968, cette association avait au départ pour vocation d'amener français et immigrés à se rencontrer autour d'activités culturelles variées, dont des cours d'alphabétisation qui avaient lieu dans le foyer de migrants mentionné plus haut. Elle était le point de convergence d'intellectuels maliens (étudiants) et français et de travailleurs maliens (Soninké du Mali pour la plupart). La paroisse du quartier, à l'instigation de son curé, a plus tard loué, pour une somme modique, des salles de cours, car les candidats à l'apprentissage



du français étaient de plus en plus nombreux. Une équipe de bénévoles a ensuite ouvert de nouveaux cours dans un foyer situé dans un autre quartier parisien, créant une sorte d'antenne de l'association. Un tournant a été franchi lorsqu'un organisme privé relogant des familles de mal logés dans un immeuble du quartier d'implantation de l'association a octroyé des locaux à cette dernière. Ont alors été développées des activités en direction des femmes (alphabétisation, cours de couture à une époque, suivi personnalisé des familles au domicile...) et des activités en direction des enfants (soutien scolaire, sorties...), suivant en cela l'évolution de ce courant migratoire inspiré par les lois relatives au regroupement familial. Si les membres de l'association ont toujours été majoritairement bénévoles, on note des périodes de salariat dans le cadre de certaines activités (couture, soutien scolaire et projets particuliers).

Actuellement, l'association fonctionne sur la base de subventions, d'aides privées et des recettes des cotisations. Elle compte

cinquante bénévoles, une trentaine de familles (soixante enfants) et entre quatre-vingts et cent vingt adultes apprenant le français. Elle propose diverses activités : cours d'alphabétisation et de français langue étrangère, accompagnement social et administratif, soutien scolaire, sorties culturelles, élaboration d'un projet sur la mémoire de l'immigration avec un groupe d'adolescents et d'enfants (deux salariées à temps partiel – une coordinatrice des actions d'insertion et une chef de projet – également investies dans le bénévolat).

Vers une approche globale de la famille

Bénévoles, stagiaires d'alphabétisation et familles paient une cotisation annuelle d'une somme modique et les enfants sont inscrits au soutien scolaire sur la base d'une demande des parents qui sont reçus à l'association et tenus au courant d'un éventuel absentéisme de leur enfant et de leur suivi scolaire. Par ailleurs, les enseignants et les services sociaux dirigent certaines familles vers l'association.

Les activités de soutien scolaire sont divisées en deux volets. Les enfants fréquentant l'école primaire sont reçus au siège de l'association où ils goûtent, avant de faire leurs devoirs avec la salariée et les bénévoles présents. L'accent est également mis sur le volet éducatif (« bonjour, merci... », comportement) - qui n'est pas toujours assuré selon les codes de la société française dans les familles - ce qui fait dire à certains enseignants que « les enfants qui fréquentent l'association sont très bien élevés ». Un contact quotidien est entretenu avec les parents qui viennent chercher leurs enfants.

Un groupe particulier est formé des en-

fants qui sont en CP, afin d'accompagner leur apprentissage de la lecture et de l'écriture. Si certains présentent effectivement des difficultés, la prise en charge particulière de tous qui a été mise en place vise principalement à soutenir les enfants afin qu'ils apprennent à lire et à écrire en une année. Cette ambition vise à contrecarrer les avis de certains enseignants qui expliquent que cet apprentissage, conformément aux textes, s'étale nécessairement sur deux ans pour « ces enfants là ». Si l'association est un interlocuteur incontournable des différents acteurs institutionnels et que la coordinatrice des actions d'insertion échange régulièrement avec les enseignants et les directeurs des écoles des enfants suivis, elle rencontre parfois des difficultés. A l'inverse, d'autres enseignants s'appuient sur des enfants d'origine africaine présentés comme étant « très doués » qui, têtes de classe, sont valorisés dans leur investissement de l'école. Outre le soutien scolaire, des sorties culturelles et des activités sont parfois proposées aux enfants le mercredi.

Concernant les élèves qui sont au collège ou au lycée, ils se rendent dans les salles louées par la paroisse où des bénévoles de l'association, polyvalents ou plus spécialisés dans une matière, les aident en fonction de leurs compétences. En outre, certains bénévoles proposent à des adolescents une aide personnalisée spécifique, en mathématiques par exemple. Là également, une référente bénévole rencontre les professeurs régulièrement et « rappelle à l'ordre les enfants qui se laissent aller ». C'est également à l'association que les livrets et les bulletins scolaires sont transmis par les enfants qui mesurent l'intérêt porté à leur scolarité.

Pour une grande part des élèves, l'appui au soutien scolaire est couplé avec une aide

sociale et administrative de la famille (logement, impôts, CAF, CPAM...), laquelle peut se trouver dans une précarité passagère ou durable eu égard au séjour sur le territoire français, à la situation financière ou encore médicale de l'un de ses membres. La problématique familiale influe sur la destinée scolaire de l'enfant qui, au vu des changements de lois successifs et à la différence de certains de ses frères et sœurs, n'a par exemple pas la nationalité française et se sent menacé par un « retour » dans « son » pays qu'il ne connaît pas. De même, dans certaines familles d'origine africaine, la question du mariage précoce contraint, de l'excision ou du « simple renvoi » de l'enfant au pays se pose et, au sein de l'association, les prises de position sont sans ambiguïté (Razy 2006 et à paraître). C'est dans ce sens que l'on peut parler d'« approche globale de la famille ». Qu'il s'agisse de travailler avec, ou dans certains cas, contre les parents, les membres de l'association disent « travailler dans l'intérêt de l'enfant ».

Si la plupart des parents mesurent l'importance de l'école, ils n'en possèdent cependant pas les codes (par exemple les rencontres avec les enseignants sont synonymes pour nombre d'entre eux de problèmes posés par l'enfant ; le déroulement de la scolarité ; le système de notation) et forcent, pour certains d'autres projets pour leurs enfants (mariage au pays par exemple) plus conformes à leurs attentes.

"Il faut qu'ils suivent bien l'école. Demba et Aïssata, ils ont pas suivi bien l'école, toujours il y a des réclamations sur ces deux personnes « ton fils, il a fait ça, ta fille, elle a fait ça ». Les autres, ils suivent bien, depuis qu'ils ont commencé à l'école, ils m'ont pas appelé, il y a pas eu de réclamations".

On dénote un désinvestissement total dans le domaine scolaire et parfois éducatif chez ceux qui s'en remettent à des tiers, passant ainsi le relais, comme ils l'auraient fait dans le contexte dans lequel ils ont grandi, et un investissement à la mesure de leurs possibilités (une maîtrise approximative du français, un fort taux d'analphabétisme). Celui-ci repose alors sur un dialogue en langue maternelle visant à transmettre des valeurs fondamentales, à donner des conseils, à guider. Tous mesurent l'écart entre l'éducation qu'ils ont reçue et celle qu'ils donnent à leurs enfants, écart qui repose selon eux sur des changements profonds liés au respect, au mensonge et plus globalement à l'état du monde.

Dans la plupart des cas, les parents ne se sentent pas des interlocuteurs légitimes au sein des institutions scolaires et préfèrent déléguer cette tâche aux bénévoles. L'univers de l'école semble clos et régi par des règles qu'ils ne connaissent pas. En outre, se représenter l'avenir de ses enfants n'est pas chose aisée. Si l'importance du « diplôme » (à partir du Brevet des collèges et pour tout examen sanctionnant la scolarité) est parfois mise en avant, il n'est pas le gage d'un bon métier que les parents se représentent d'ailleurs comme plutôt modeste dans l'échelle sociale. Si les carrières médicales sont appréciées, on ne va pas jusqu'à imaginer son enfant devenir médecin par exemple.

Entre identité assignée (apprentissage de la lecture sur deux ans pour « ces enfants ») ou subie (pas d'ascension sociale) et identité revendiquée (excision et mariage dans certains cas), le jeu complexe des éléments, marqueurs et traits identitaires de tous les protagonistes place l'enfant au cœur d'une problématique scolaire qui ne facilite pas son investissement.

Enfin, dans toutes les tranches d'âge, et plus particulièrement au moment de l'adolescence, l'association joue le rôle de mur d'opposition pour certains enfants. Jusqu'à maintenant, ce rapport de force a abouti d'une part à la sortie ou à l'exclusion définitive de certains élèves (pour vols, insultes) et d'autre part à la division des jeunes du quartier en deux groupes (ceux qui fréquentent l'association et ceux qui l'ont quittée). L'échec de la prise en charge de ces enfants, de la réponse apportée dans ce type de situation pointe les limites de l'entreprise bénévole, laquelle concentre volontairement son intervention sur les autres enfants.

L'avenir : bénévolat et société

La question des enfants qui sortent de l'association ou en sont sortis manu militari, en tant qu'exemple limite, permet de réfléchir à deux points. Tout d'abord, pour nombre d'entre eux, sortir de l'association est la dernière étape d'un processus qui aboutit à une « malscolarisation » et à terme à une déscolarisation. On peut en déduire que les enfants les plus en difficulté ne bénéficient donc plus – du fait de leur problème de comportement inadapté – d'aucun relais et d'aucun garde-fou. Aucun interlocuteur ne reçoit plus le message qu'ils envoient. Le dernier rempart que représente l'association dans leur prise en charge tombe et s'ouvre alors un gouffre. Le lien avec la sphère associative joue ici le rôle d'indicateur social. Ensuite, les limites du traitement au quotidien de problèmes de société

« de fond » par les associations et les bénévoles se posent. La bonne volonté ne suffit pas. Le fait que les bénévoles se doivent d'être de bons professionnels soulève une nouvelle contradiction et témoigne d'un problème encore plus profond : celui de la désertion institutionnelle et étatique. Les associations doivent « faire plus avec moins », car les problèmes de suivi scolaire et de précarité culturelle, financière, sociale s'accroissent alors que les subventions se font de plus en plus rares et difficiles à obtenir.

Au-delà, s'intéresser au monde du bénévolat lui-même nécessite de porter un regard éclairé sur la diversité des membres de l'association et sur ce qui les anime. Là aussi, ce microcosme reflète un état de la société. L'association est majoritairement composée de femmes retraitées très investies et parfois décourageantes pour les nouvelles recrues qui forment le noyau dur de

l'équipe. De jeunes adultes très engagés, d'autres engagés plus ponctuellement, participent également à l'animation des activités de l'association qui porte l'empreinte de fortes personnalités. La question des motivations – que vient-on chercher dans une associa-



tion ? – et de la nature de l'intervention – quel comportement adopte-t-on avec des adolescents irrespectueux ? Comment leur adresse-t-on la parole ? – est là aussi primordiale, mais ne peut qu'être effleurée dans un milieu qui ne relève pas de la sphère professionnelle et fonctionne sur la base du volontariat. En effet, pointer le fait qu'une personne en pleine dépression « trouve son

compte » dans l'aide aux autres et reprend peu à peu pied sans que cela ne soit dit clairement et que les implications n'en soient mesurées n'est pas anodin. En outre, réfléchir sur un comportement manifestement inadapté avec des adolescents est difficilement envisageable dans la mesure où cela présuppose de se pencher sur la manière dont on a soi-même vécu cette période avec ses propres enfants... Toutes considérations qui influent considérablement sur l'appui à la scolarité apporté. L'avenir de l'appui à la scolarité et des activités de médiation, qui repose en partie déjà, au sein de cette association, sur l'approche globale des familles, se joue sur le travail accompli avec les parents. Si le niveau scolaire des parents peut être un facteur dans leur degré d'implication dans la scolarité des enfants, il n'est cependant pas le seul.

Plus que l'origine des parents, c'est le rapport à l'école et à ses codes d'une part et à la répartition des rôles éducatifs d'autre part qui doit faire l'objet d'analyses poussées afin de valoriser, s'il y a lieu, un investissement dans l'avenir des enfants. C'est là un point de convergence qui révèle la lourdeur des problèmes sociaux rencontrés par des familles de tous horizons et dévoile l'imperméabilité des univers à laquelle sont confrontés tous les parents qui ne disposent pas des clés pour y entrer. Dans ce sens, toute action qui vise à soutenir et à impliquer davantage les parents, sur une base volontaire, à les accompagner dans leur « apprentissage de l'école » et non à se substituer à eux ne peut que contribuer à ouvrir les portes de l'école aux enfants qui s'autoriseront alors à suivre un chemin différent de celui de leurs parents. Une telle entreprise ne peut se limiter à l'implication de bénévoles d'association et pose plus fondamentalement la question du rôle de

l'école publique. N'est-ce pas également là le rôle de l'institution scolaire que de se donner à voir et à comprendre ? C'est dans ce sens que l'association tente, à sa mesure, de mettre en place un contrat à quatre (l'enfant, les parents, l'école et l'association) qui sera assorti d'une réflexion préalable sur le sens profond de l'engagement de chacune des parties et visant à la rédaction d'une charte du soutien scolaire. Suivre les enfants tout au long de leur scolarité et garder le contact au-delà, voire, pour certains, les recruter comme bénévoles inscrit enfin les actions de l'association dans la durée.

Il apparaît que toute réflexion sur l'intervention associative soulève des questions sociales de fond. Celles-ci sont relatives au fonctionnement de l'institution scolaire, à la perception et à l'assignation identitaire qui touchent plus particulièrement certains enfants et leurs parents, aux choix des parents et à l'engagement des bénévoles. Loin de ne concerner que des aspects purement scolaires, soutien scolaire et activités de médiation mobilisent les divers partenaires en présence, ainsi que leurs différents référents. Si spécificité des « enfants étrangers » ou des « parents étrangers » il y a, elle est celle que renvoie une société qui laisse le fossé se creuser entre ceux qui disposent des codes et ceux qui, étrangers ou non, n'en disposent pas et investissent autrement l'avenir de leurs enfants ou ne l'investissent pas, tout comme ils ne peuvent investir le leur. ■

Bibliographie Razy, E.
- 2006 « De quelques 'retours soninké' aux différents âges de la vie. Circulations entre la France et le Mali » in *Journal des Anthropologues*, 106-107 : 337-354.
- 2007 (à paraître) « Excision et mariage précoce contraint. Les 'réfugiées de l'intérieur' entre la France et le Mali » in *Actes du Colloque Persécutions de femmes, mobilisations sociales et droit d'asile*, Paris, Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne) et Université de Southampton (J. Freedman et J. Valluy dir.), Paris, Maisonneuve et Larose.